

Les disparus de Beyrouth

Comme les Mères argentines de la place de Mai à Buenos Aires, les femmes libanaises ont manifesté hier à Beyrouth contre ces enlèvements devenus une pratique courante, et pas seulement un fait de guerre. Bernard Broustet démonte les mécanismes multiples de cette stratégie du kidnapping et de l'échange

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
A BEYROUTH

Vêtues de sombre, et pour la plupart coiffées d'un foulard, une centaine de femmes de tous âges sont rassemblées devant les grilles du sérail, la présidence du conseil libanais. Beaucoup d'entre elles brandissent des portraits. Dans cette ville, qui en a vu tellement d'autres, cette manifestation se déroule dans une relative indifférence. On s'habitue à tout à Beyrouth, et ce n'est pas la première fois, loin de là, que les épouses, mères ou filles de disparus viennent ainsi au gouvernement de faire le nécessaire pour retrouver les leurs.

Waddad Halawani, une menue et gracieuse enseignante, préside depuis la fin 1982 ce « comité de parents de disparus ». Elle a décidé de passer à l'action peu après que son mari — militant communiste — ait été emmené de son domicile par deux officiers du deuxième bureau de l'armée libanaise qui s'étaient présentés sous le prétexte de lui poser quelques questions au sujet d'un accident. L'interrogatoire devait durer cinq minutes. Mais trente mois se sont écoulés. Et Waddad n'a pas eu la moindre nouvelle de son mari. Elle a eu beau remuer ciel et terre, rencontrer de multiples personnalités dont le président de la République, elle n'a même pas pu arriver à savoir avec certitude si son époux est mort ou vivant.

AUCUNE PARADE EFFICACE

Malheureusement, le cas de Waddad est banal dans le Liban d'aujourd'hui. Depuis le début de la guerre civile, les arrestations arbitraires, les séquestrations et même les « exécutions clandestines » sont devenues monnaie courante. Beaucoup plus que les bombardements, les enlèvements sont désormais la véritable hantise des Libanais. Car, à moins de ne pas sortir de chez soi, de ne pas circuler que dans des zones sûres, ou de se faire escorter par des gardes du corps, il n'y a aucune parade efficace à ce type d'exaction qui peut frapper indistinctement tout un chacun.

Dans Beyrouth-Ouest, il y a des secteurs particulièrement propices à ce genre de sport : c'est le cas notamment des abords de la ligne de démarcation où pullulent les miliciens, et de la route de l'aéroport qui traverse la banlieue sud à prédominance chiite ou palestinienne. Mais il arrive aussi que les kidnappings se déroulent dans des zones beaucoup plus calmes du centre ville. Rien de plus facile, dans une ville où la police est inexistante, que de fourrer



Beyrouth : une trentaine de femmes libanaises et palestiniennes ont manifesté hier en faveur des personnes enlevées et disparues au Liban (Photo Reuters)

de force un passant dans une voiture et de démarrer en trombe.

Dès qu'elle apprend l'événement, la famille du disparu doit se mettre en chasse. « L'important, dit une amie chrétienne, c'est d'agir très vite, d'obtenir la libération dans les premières heures ou les premiers jours qui suivent l'événement. Après, tout se complique, et les choses risquent de se figer.

DANS LES 24 HEURES

La première tâche consiste à essayer de savoir qui sont les ravisseurs. Pour ce faire, les proches de la victime multiplient les coups de téléphone à leurs amis et connaissances. « Dans ce petit pays, où tout le monde connaît tout le monde », dit une journaliste chrétienne... « Et très souvent, dans les premières 24 heures, on parvient à mettre une identité, du moins une étiquette sur les auteurs du rapt ».

« Officiellement, les enlèvements ne sont pas commandités par telle ou telle organisation », nous dit un bon connaisseur de la scène politique libanaise. « Mais en réalité, très souvent, les ravisseurs sont dans l'orbite d'une milice, d'un groupe politique ou d'une personnalité. N'oubliez pas qu'à bien des égards, nous sommes encore dans un pays féodal. Tout le monde appartient peu ou prou à quelqu'un ».

Une fois les choses ainsi cadrées, reste à obtenir la libération des otages. Parfois, les choses se passent vite et bien. C'est le cas le plus souvent pour les journalistes,

A quelques exceptions près, dont la malheureuse Florence Raad enlevée il y a près d'un an et dont on est sans nouvelles depuis. Mais, en de nombreuses autres occasions, les journalistes ont été relâchés dans la semaine qui a suivi leur rapt. « Aussi incroyable que cela puisse paraître, dit Mohammed Baalbaki, président du syndicat de la presse, je crois qu'ils sont relativement sensibles à l'opinion

Ses clientes sont dans des situations épouvantables.

RELÂCHÉ MAIS FOU

L'une d'entre elles voudrait vendre la voiture de son mari disparu, car elle n'a même pas de quoi donner à manger à ses enfants, mais elle ne le peut pas, car c'est lui qui en était propriétaire.

Ne parlons pas des comptes en

dangers. Elle encourage les éléments armés à multiplier les enlèvements pour détenir autant de gages que possible. De cette spirale absurde, les chrétiens vivant ou travaillant à Beyrouth-Ouest en font tout particulièrement les frais. Minoritaires et désarmés dans ces quartiers musulmans où les milices pullulent, ils constituent une proie particulièrement facile et tentante. Voilà pourquoi des milliers d'entre eux ont été enlevés depuis le début du conflit. François Akl, directeur de la rédaction du « Nahar », le plus grand journal libanais, a connu quatre fois cette épreuve, en traversant la ligne de démarcation. Tout comme le directeur d'un collège catholique, qui a dû son salut au fait d'avoir compté naguère parmi ses élèves un éminent dirigeant chiite. Mais tous n'ont pas eu cette chance. Loin de là. Et des dizaines de chrétiens moisissent aujourd'hui dans les prisons à peine clandestines des divers groupes armés de la capitale. Dans ces conditions, l'immense majorité des chrétiens de Beyrouth-Ouest a préféré quitter ce secteur de la ville et aller s'installer à l'est, où par des pratiques tout aussi expéditives, on a pratiquement chassé ou éliminé tout ce qui de près ou de loin ressemble à un musulman.

LA MONTEE DE L'INTÉGRISME

La pratique de l'enlèvement, devenue courante au début de la guerre civile, n'est pas, loin de là, en régression. Elle connaît, au contraire, un regain de vigueur avec la montée du courant intégriste chiite dans lequel gravitent les ravisseurs de nos compatriotes. Lentement et sûrement, elle est en train de gagner la vie quotidienne du pays. « On en arrive à un point fou », dit l'avocat Sinan Barradj, président du Comité de sauvegarde des libertés démocratiques. « Tout le monde kidnappe tout le monde. On voit des hommes d'affaires organiser l'enlèvement de leurs associés pour les contraindre à leur vendre leurs parts à bas prix. »

Sinan Barradj, qui se bat sans relâche pour la libération de toutes les personnes enlevées, est malheureusement sans grande illusion sur la portée de sa démarche. « Tant qu'une solution politique n'aura pas été trouvée au conflit, les enlèvements risquent de continuer. A moins, bien sûr, que les diverses organisations politiques ne décident d'un commun accord d'ouvrir leurs prisons et de reconnaître qu'elles ont tué tous ceux qui n'y sont plus. »

BERNARD BROUSTET

Enquête sur la société Luchaire : une affaire délicate

■ Une enquête « approfondie » est en cours à propos de la société Luchaire, convaincue d'avoir exporté illégalement des munitions d'artillerie vers l'Iran. Il semble que la demande d'exportation vers le Brésil, qui aurait servi à « couvrir » l'envoi d'armes destinées à Téhéran, soit un faux. C'est-à-dire que le Brésil n'aurait jamais demandé à acheter les armes. D'où la question : qui fournissait les signatures nécessaires à justifier des demandes fictives ?

L'enquête va s'efforcer de vérifier la légalité des précédents contrats d'exportation.

Mais, dans les milieux spécialisés, on se montre sceptique sur les sanctions qui pourraient être prises à l'encontre des éventuels coupables. En ce domaine, la discrétion reste de règle, et les implications sont trop nombreuses à tous les niveaux. Voilà en tout cas une affaire délicate que devra résoudre le prochain ministre de la défense.

publique. Ils ne tiennent pas à ce que nous les dénoncions publiquement, et en obtenant la libération de certains otages, ils sont tout heureux de réaliser une opération de relations publiques.

Ainsi a-t-on pu voir plusieurs fois Nabih Berri, le leader chiite (relativement modéré) convoquer la presse à son domicile pour rendre solennellement à leur famille des prisonniers dont il avait obtenu la libération. L'histoire ne dit pas si les responsables de la prise d'otages ont été sanctionnés. Rien n'est moins sûr.

Hélas ! Ces happy ends ne sont pas la règle. Souvent, le scénario est beaucoup plus tragique. Ainsi est-il arrivé qu'on ne parvienne pas à identifier les ravisseurs. C'est mauvais signe. Il y a une forte possibilité, dans ce cas, que la victime ait été assassinée dans les heures qui ont suivi son enlèvement. Mais, dans ce genre de circonstances, les auteurs du crime se gardent la plupart du temps de se vanter de leur exploit et de rendre le cadavre. Outre l'effroyable torture morale qu'il provoque, ce silence est une source d'inextricables difficultés matérielles. « Dans le meilleur des cas, il faut dix ans d'absence avant qu'un disparu puisse être tenu pour mort aux yeux de la loi », dit l'avocat Sinan Barradj, qui dirige un « comité de sauvegarde des libertés démocratiques ».

banque bloqués ou des inextricables problèmes d'héritage...

Parfois l'espoir renaît après une longue attente. Des ravisseurs ou des gens qui se font passer pour tels se manifestent auprès des proches de la victime. Plusieurs femmes de l'association de Waddad Halawani ont ainsi reçu des coups de téléphone annonçant la libération de leur époux ou de leur fils. L'une d'elles, hélas, n'a retrouvé près de la ligne de démarcation qu'un cadavre vide de son sang. Quant à l'autre, son fils qui avait été enlevé en 1975 — il avait 13 ans — vient d'être relâché après onze années de détention. Il est devenu complètement fou. Une troisième a versé l'équivalent de 8000 francs français à un intermédiaire qu'elle n'a jamais revu.

Tout ne se termine pas toujours aussi tragiquement. Sur les 2111 personnes qui avaient disparu à Beyrouth-Ouest après la mort de Bechir Gemayel, une centaine ont été relâchées par les forces libanaises, la milice chrétienne qui les avaient enlevées. Mais, dans la majorité des cas, cette libération est le fruit d'un échange avec des prisonniers chrétiens arrêtés dans le secteur ouest de la capitale.

UNE SPIRALE ABSURDE

Cette stratégie de l'échange permet de résoudre quelques cas individuels. Mais elle est grosse de